



Comité européen
des régions



Communiqué de presse

CoR/18/032.fr
Brussels, le 20 mars 2018

Futur budget de l'UE: les maires et présidents d'agglomérations de l'association "Villes de France" rejoignent une coalition pour protéger les fonds régionaux européens

Une délégation de maires et présidents de communautés d'agglomération de l'association "[Villes de France](#)" ont rencontré le Président du Comité européen des régions et signé l'Alliance pour la Cohésion [#CohesionAlliance](#) afin de marquer leur soutien à une politique de cohésion de l'UE forte et qui bénéficie à toutes les villes et régions après 2020.

Une délégation de maires et présidents de communautés d'agglomération menée par **Caroline Cayeux**, maire de Beauvais et présidente de "Villes de France", ont rencontré ce jour à Bruxelles le Président du Comité européen des Régions (CdR) - l'Assemblée des élus locaux et régionaux de l'UE, **Karl-Heinz Lambertz**, afin de discuter des enjeux liés à l'avenir de la politique de cohésion dans le cadre du prochain budget à long terme de l'UE pour 2020-2027.

La politique de cohésion européenne risque en effet d'être remise en cause en raison des conséquences du Brexit sur le budget de l'UE (à savoir une perte de 12 à 13 milliards d'euros par an) et de la prise en charge par l'Union de nouvelles priorités politiques, telles que la défense, la sécurité et la gestion des migrations. C'est pourquoi le Comité européen des Régions, en partenariat avec les principales associations de collectivités territoriales de l'UE, a lancé en octobre dernier le mouvement "Alliance pour la Cohésion" [#CohesionAlliance](#). L'initiative vise à interpeller les décideurs européens sur l'importance d'assurer une politique de cohésion solide pour toutes les villes et les régions après 2020 et sur la place centrale que celle-ci doit continuer à occuper dans l'Union européenne.

"La politique de cohésion de l'UE doit couvrir l'ensemble des régions européennes tant on sait qu'il existe des poches de pauvreté, même dans les régions et les villes les plus riches. Plus de 26 milliards d'euros seront investis en France grâce à la politique de cohésion entre 2014 et 2020 pour créer des emplois et stimuler la croissance, favoriser la transition vers une économie sobre en carbone ou soutenir la compétitivité des PME et l'innovation", a souligné le Président du CdR, **Karl-Heinz Lambertz**. "Pour les villes, plus de 6 milliards d'euros seront investis pour promouvoir l'emploi, l'inclusion sociale et combattre la pauvreté. Entre 2007 et 2013, la politique de cohésion a déjà amélioré les transports urbains pour plus de 440 000 personnes en France. Le prix de la non-cohésion, c'est la dislocation de nos territoires et du continent tout entier", a-t-il ajouté.

« La politique de cohésion est une passerelle entre l'Union européenne et les territoires, un témoignage concret du projet européen auprès de nos concitoyens. Face à la montée des euroscepticisms, toutes les régions doivent être soutenues. » a défendu la présidente de Villes de France, **Caroline Cayeux**.

« Les élus de l'association des Villes de France, rassemblant les villes moyennes au carrefour entre les métropoles et le monde rural, rappellent leur attachement à cette politique. Elle contribue à la réduction des inégalités et représente une opportunité d'avancer collectivement vers un développement équilibré et durable de nos territoires. A travers des projets liés à l'emploi, la santé, l'énergie, l'éducation, la culture ou encore la mobilité, ces co-financements concrétisent chaque jour les objectifs communautaires. Les collectivités locales peuvent être les meilleures partenaires de l'Union européenne. » a-t-elle souligné.

La délégation de l'association "Villes de France" était notamment composée de:

- **Caroline Cayeux**, Maire de Beauvais, présidente de la CA du Beauvaisis, présidente de Villes de France ;
- **Bruno Bourg-Broc**, Président de l'Agglomération de Chalons en Champagne, président d'honneur ;
- **Gilbert Meyer**, Maire de Colmar, président de la CA de Colmar, vice-président;

- **Jérôme Baloge**, Maire de Niort, président de la CA de Niort;
- **Luc Bouard**, Maire de La Roche-sur-Yon, président de la CA de La Roche-sur-Yon;
- **Julien Freyburger**, Maire de Maizières-les-metz, président de la CC Rives de Moselle;
- **Laurent Kalinowski**, Maire de Forbach, président de la CA de Forbach.

Notes à l'attention des éditeurs de presse:

Villes de France est une association d'élus qui rassemble les villes de 15 000 à 100 000 habitants et leurs agglomérations, ensemble qui constitue le cadre de vie de près de la moitié de la population française (soit 30 millions d'habitants). L'association, qui représente 600 villes françaises et 300 intercommunalités, défend les intérêts des villes et des agglomérations de taille "moyenne" dans le paysage territorial et institutionnel français.

L'Alliance pour la cohésion "**#CohesionAlliance**" est un mouvement de terrain ouvert à tous ceux qui estiment que la politique de cohésion de l'UE doit rester un pilier de l'avenir de l'Union européenne dans le cadre du budget de l'UE pour l'après-2020. L'Alliance a été lancée par le Comité européen des régions en partenariat avec les principales associations de collectivités territoriales de l'UE afin de défendre une politique de cohésion plus forte, plus efficace, visible et disponible pour toutes les villes et les régions après 2020.

Depuis son lancement en octobre dernier, l'Alliance a réuni près de 3 000 signataires, notamment des collectivités régionales et locales, des députés européens, des ministres de l'UE, des associations professionnelles, des universités et des syndicats.

Plus d'informations sur <https://cohesionalliance.eu>.

Contact:

Nathalie Vandelle

Tél. +32 2 282 2499

nathalie.vandelle@cor.europa.eu



Le Comité européen des régions

Le Comité européen des régions est l'assemblée des représentants des pouvoirs locaux et régionaux des 28 États membres de l'Union européenne. Créé en 1994 à la suite de la signature du traité de Maastricht, il a pour mission d'associer les collectivités régionales et locales au processus décisionnel de l'UE et de les informer de ses politiques. Le Parlement européen, le Conseil et la Commission européenne le consultent à propos des politiques intéressant les régions et les villes. Pour siéger au Comité des régions, ses 350 membres et leurs 350 suppléants doivent tous être, dans leur région ou commune d'origine, soit titulaires d'un mandat électoral, soit politiquement responsables devant une assemblée élue. Pour de plus amples informations sur votre délégation nationale, [cliquez ici](#).

Vos données personnelles sont traitées conformément aux dispositions du règlement (CE) n° 45/2001 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions et organes communautaires. Sur simple demande, vous pouvez demander un relevé détaillé de vos données personnelles, rectifier toute donnée personnelle inexacte ou incomplète, ou demander que vos données soient retirées de notre liste de diffusion.

Pour toute question concernant le traitement de vos données personnelles, veuillez envoyer un courriel à l'adresse suivante: PresseCdr@cor.europa.eu. Vous pouvez également prendre contact avec le délégué à la protection des données pour le CdR à l'adresse data.protection@cor.europa.eu. Pour les questions liées au traitement de vos données personnelles, vous avez le droit de saisir à tout moment le contrôleur européen de la protection des données (<http://www.edps.europa.eu/EDPSWEB/>).